

# Editorial

Autor(en): **Chambre de commerce suisse en France**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **33 (1953)**

Heft 1

PDF erstellt am: **15.08.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Editorial

L'année 1952 compte parmi les plus mauvaises qu'ont connues, depuis la guerre, les importateurs en France de produits suisses : suppression de toutes les mesures de libération, qui s'étaient au début de l'année à 75 % des produits ; arrêt de cinq mois dans la délivrance de licences pour des affaires nouvelles ; fixation, pour les positions anciennement libérées, de contingents correspondant en principe à 50 % du courant normal d'importation ; réduction de 50 % des contingents contractuels, tels sont les événements qui ont marqué pour eux ce triste exercice.

Aujourd'hui, la situation s'est, dans l'ensemble, très légèrement améliorée, grâce à l'arrangement franco-suisse du 1<sup>er</sup> novembre 1952 qui augmente de 20 % certains contingents, grâce surtout à la pratique acquise par l'administration française, qui délivre plus rapidement les licences sollicitées.

La position de nombreux importateurs n'en reste pas moins très préoccupante. Nous recevons tous les jours les doléances de l'un ou l'autre d'entre eux qui, ayant peu à peu épuisé ses stocks, voit son activité réduite dans des proportions intenable. Les répercussions, sur le plan général, de ces misères individuelles ne sont peut-être pas encore parfaitement perceptibles. C'est à long terme qu'elles prendront tout leur relief, lorsqu'apparaîtra combien de clients se sont définitivement détournés des produits suisses ; combien de représentants, et parmi les meilleurs, ont abandonné la vente d'articles suisses pour se consacrer à une activité plus rémunératrice ; combien de fabricants français ont été gênés dans la réalisation de leur programme par le manque de certaines fournitures que la Suisse est seule à pouvoir leur livrer ; combien d'industriels suisses se sont décidés, devant les obstacles opposés à leurs exportations, à transférer en France une part de leurs fabrications.

Ces quelques faits devaient être rappelés car peu à peu, et l'habitude aidant, la tendance prévaut de se fonder sur les statistiques douanières pour contester la gravité des mesures françaises de recontingement. Et cependant, ces statistiques elles aussi étrangement éloquentes ? Elles font apparaître, pour les dix derniers mois de l'année 1952, une diminution de 21 % des exportations suisses vers la France par rapport à l'année précédente, alors que l'utilisation d'anciennes « autorisations préalables » et le recours aux comptes E. F. A. C. ont permis d'atténuer fortement l'effet des restrictions à l'importation de certains matériels d'équipement. C'est dire que dans d'autres secteurs les réductions ont atteint et même dépassé les 50 % annoncés primitivement.

Mais il est une autre vérité qui doit également être mise en lumière, c'est que la France s'étant trouvée en quelque sorte acculée, faute de devises, à « déposer son bilan U. E. P. » et contrainte par le Code de libération de l'O. E. C. E. de traiter son meilleur client, la Suisse, comme tous ses autres partenaires européens, elle n'était pas libre d'agir à sa guise et de favoriser ceux qui ne contribuent pas au déficit de son commerce extérieur. Cela montre bien l'absurdité de certains principes élaborés par les stratèges du commerce européen, en tête desquels il faut citer la non-discrimination qui, comme tous les principes égalitaires, est un facteur d'injustice et d'ankylose.

En ce qui concerne l'avenir immédiat, il est difficile de se montrer optimiste. D'un côté les exportations françaises dans leur ensemble se développent favorablement depuis trois mois, passant de 107 milliards de francs français en septembre à 120 en octobre, 122 en novembre et 130 en décembre, ce qui semble démontrer que les détaxes à l'exportation commencent à déployer leurs effets. Mais dans le même temps le déficit de la France continue à s'enfler à l'U. E. P. et seule une restauration profonde de la monnaie, dont parle plus loin M. Dabernat, peut rétablir l'équilibre de la balance financière. Il est donc à craindre que la politique de restriction et d'expédients inaugurée le 4 février 1952, ne se prolonge encore quelques mois, à moins d'un retournement qui lui substitue une politique audacieuse, dynamique, susceptible de rendre, en France et à l'étranger, pleine confiance dans l'économie et la monnaie françaises.

Chambre de commerce suisse en France